

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**

1713 Bedford Row

Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)

B3J 1T3

Nova Scotia

Bid Fax: (902) 496-5016

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address**Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Atlantic Region Acquisitions/Région de l'Atlantique
Acquisitions
1713 Bedford Row
Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)
B3J 3C9
Nova Scot

Title - Sujet Air Quality Analysis	
Solicitation No. - N° de l'invitation W01CE-180027/A	Date 2018-01-07
Client Reference No. - N° de référence du client W01CE-18-0027	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$HAL-406-10307
File No. - N° de dossier HAL-7-79091 (406)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-02-20	
Time Zone Fuseau horaire Atlantic Standard Time AST	
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Matheson, Valerie	Buyer Id - Id de l'acheteur hal406
Telephone No. - N° de téléphone (902)403-6236 ()	FAX No. - N° de FAX (902)496-5016
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE SEE HEREIN GREENWOOD NOVA SCOTIA B0P1N0 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W01CE-180027
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W01CE-18-0027

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-7-79091

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL406
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Modèle de demande d'offres à commandes

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	4
1.4 COMPTE RENDU.....	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	5
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	5
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	7
2.5 LOIS APPLICABLES	7
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....	8
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	8
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	9
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	9
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	9
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	10
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE	10
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	10
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES.....	12
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	12
6.2 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	12
PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	13
A. OFFRE À COMMANDES.....	13
7.1 OFFRE.....	13
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	13
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	13
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	14
7.5 RESPONSABLES.....	14
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	15
7.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	15
7.8 INSTRUMENT DE COMMANDE	15
7.9 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	16
7.10 LIMITATION FINANCIÈRE.....	16
7.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS.....	16
7.12 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	17
7.13 LOIS APPLICABLES.....	17

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W01CE-180027
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W01CE-18-0027

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-7-79091

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL406
N° CCC / CCC No/ N° VME - FMS

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	18
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	18
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	18
7.3 DURÉE DU CONTRAT.....	18
7.4 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	18
7.5 PAIEMENT	19
7.6 INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	19
7.7 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	20
7.8 CLAUSES DU <i>GUIDE DES CUA</i>	20
ANNEXE « A »	21
ÉNONCÉ DES TRAVAUX	21
ANNEXE « B »	22
BASE DE PAIEMENT.....	22
ANNEXE « C »	25
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	25
VOIR PIÈCE JOINTE ANNEXE « D »	25
EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	26
ANNEXE « E » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	28
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	28
ANNEXE « F ».....	29
LES RAPPORTS D'UTILISATION FORME	29
ANNEXE « G »	30
LISTE DES ADMINISTRATEURS	30

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W01CE-180027
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W01CE-18-0027

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-7-79091

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL406
N° CCC / CCC No/ N° VME - FMS

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent : |
| | 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables; |
| | 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, au nom du ministère de la Défense nationale a besoin d'une offre à commandes individuelle et régionale pour la fourniture de l'ensemble de la main-d'œuvre, des matériaux et de l'équipement nécessaires pour effectuer l'échantillonnage, essais, de l'analyse, des services d'inspection et de surveillance du de l'amiante, le plomb et la moisissure dans des bâtiments au sein de la 14e Escadre Greenwood et la 14e Escadre Greenwood sites satellites situés au SAFT Camp Aldershot, manège militaire de Middleton, Debart, manège militaire de Yarmouth, champ de tir de Granville Ferry, Barrington et de nuages Lake. La majorité des immeubles où les travaux doivent être effectués sont occupés.

Cette exigence est « au » et « quand », conformément à l'emploi non. L-G111-9900/1079.

La période de l'offre à commandes individuelle et régionale sera pour une période d'un (1) an à compter de la date d'attribution, avec option de deux (2) périodes supplémentaires d'un (1) an.

N° de l'invitation - Solicitation No.
W01CE-180027
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W01CE-18-0027

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-7-79091

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL406
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

1.2.2 Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

1.3 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 – Offre à commandes et clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>.)

1.4 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W01CE-180027
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W01CE-18-0027

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-7-79091

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL406
N° CCC / CCC No/ N° VME - FMS

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans [le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2017-04-27) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2006](#), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : **90** jours

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W01CE-180027
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W01CE-18-0027

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-7-79091

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL406
N° CCC / CCC No/ N° VME - FMS

- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#) L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;

N° de l'invitation - Sollicitation No. W01CE-180027	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID HAL406
N° de réf. du client - Client Ref. No. W01CE-18-0027	File No. - N° du dossier HAL-7-79091	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur **LA NOUVELLE-ÉCOSSE** et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W01CE-180027
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W01CE-18-0027

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-7-79091

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL406
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (un copies papier)
Section II : offre financière (un copies papier)
Section III: attestations (un copies papier)

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec « l'annexe B, Base de paiement ».

3.1.1 Paiement électronique de factures - offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « E » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « E » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

Field Code Changed

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W01CE-180027
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W01CE-18-0027

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-7-79091

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL406
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Il est obligatoire que les soumissionnaires soumettent des prix fermes et tarifs fermes pour tous les articles à l'annexe B, base de paiement.

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Méthode de sélection

L'offrant doit remplir la base de paiement, à l'annexe B

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W01CE-180027
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W01CE-18-0027

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-7-79091

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL406
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W01CE-180027
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W01CE-18-0027

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-7-79091

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL406
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail \(https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4\)](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

5.2.3.4 Indemnisation des accidents du travail

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Le soumissionnaire devra fournir un certificat ou une lettre émis par la Commission des accidents du travail attestant que son compte est en règle, dans les dix (10) jours suivant la demande de l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non recevable.

N° de l'invitation - Solicitation No.
W01CE-180027
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W01CE-18-0027

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-7-79091

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL406
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

1. Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'émission de l'offre à commandes :
 - a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. On rappelle aux offrants d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'émission de l'offre à commandes, pour permettre à l'offrant retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion du responsable de l'offre à commandes.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

6.2 Exigences en matière d'assurance

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe D si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W01CE-180027
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W01CE-18-0027

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-7-79091

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL406
N° CCC / CCC No/ N° VME - FMS

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

7.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

7.2 Exigences relatives à la sécurité

7.2.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats) s'appliquent et font partie intégrante de l'offre à commandes.

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a. de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
 - b. du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

[2005](#) (2017-06-21), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

[2010C \(2016-04-04\)](#) Conditions générales - services (complexité moyenne)

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W01CE-180027
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W01CE-18-0027

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-7-79091

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL406
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et services qu'il fournit au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats effectués par le Canada, y compris ceux payés au moyen d'une carte d'achat du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe F. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- premier trimestre : du 1 avril au 30 juin
- deuxième trimestre : du 1 juillet au 30 septembre
- troisième trimestre : du 1 octobre au 31 décembre
- quatrième trimestre : du 1 janvier au 31 mars

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les trente (30) jours civils suivant la fin de la période de référence.

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du de la date de délivrance pour une période d'un (1) an.

7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour u pour deux (2) périodes supplémentaires de un an chacune, selon, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes **trente (30)** jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

7.4.3 Points de livraisons

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe « A » de l'offre à commandes.

7.5 Responsables

N° de l'invitation - Sollicitation No. W01CE-180027	N° de la modif - Amd. No. File No. - N° du dossier HAL-7-79091	Id de l'acheteur - Buyer ID HAL406 N° CCC / CCC No/ N° VME - FMS
--	--	--

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Valerie Matheson, Agent d'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Adresse : 1713 Bedford Row, Halifax, NS B3J 1T3

Téléphone : 902-403-6236
Télécopieur : 902-496-5016
Courriel : valerie.matheson@pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.3 Représentant de l'offrant - à être fournis avec la soumission.

7.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : ministère de la Défense nationale.

7.8 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W01CE-180027
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W01CE-18-0027

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-7-79091

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL406
N° CCC / CCC No/ N° VME - FMS

- PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
- PWGSC-TPSGC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)
- PWGSC-TPSGC 944 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (anglais seulement)
- PWGSC-TPSGC 945 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (français seulement)

ou

3. Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente qui comprend à tous le moins les renseignements suivants :

- le numéro de l'offre à commandes;
- l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées;
- la description et le prix unitaire de chaque article;
- la valeur totale de la commande subséquente;
- le point de livraison;
- la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
- la confirmation comme quoi l'utilisateur a été désigné dans le cadre de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

7.9 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser **25,000.00 \$** (taxes applicables incluses).

7.10 Limitation financière.

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de 25,000.00\$, (*taxes applicables exclues*) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou trois (3) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

1. la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
2. les articles de l'offre à commandes;
3. les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
4. 2010C (2016-04-04) Conditions générales - services (complexité moyenne)
5. l'Annexe « A », Énoncé des travaux

N° de l'invitation - Solicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
W01CE-180027		HAL406
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
W01CE-18-0027	HAL-7-79091	

6. l'Annexe « B », Base de paiement
7. l'Annexe « C », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
8. l'Annexe « D », Exigences en matière d'assurance
9. l'Annexe E, paiement électronique
10. l'Annexe F, le rapport d'utilisation en dollars
11. l'Annexe G, liste des administrateurs
12. l'Offre de l'offrant en date du _____

7.12 Attestations et renseignements supplémentaires

7.12.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

7.12.2 *Clauses du Guide des CCUA*

Statut et disponibilité du personnel - offre à commandes

Si pour des raisons hors de son contrôle, l'offrant est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans son offre, l'offrant peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire. L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle de l'offrant : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si l'offrant est incapable de fournir un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire, le Canada pourrait mettre de côté l'offre à commandes.

7.13 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur LA NOUVELLE-ÉCOSSE et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W01CE-180027
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W01CE-18-0027

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-7-79091

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL406
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes conformément à la spécification dans l'annexe A.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

[2010C](#) (2016-04-04), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

[2005](#) (2017-06-21), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

L'article 13 (2008-12-12), Intérêt sur les comptes en souffrance, de [2010C](#) (2016-04-04), Conditions générales - services (complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au _____ inclusivement (*à déterminer*)

7.4 Divulgaration proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

N° de l'invitation - Solicitation No. W01CE-180027	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID HAL406
N° de réf. du client - Client Ref. No. W01CE-18-0027	File No. - N° du dossier HAL-7-79091	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un(des) prix unitaire(s) ferme(s) « l'annexe B ».

Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.5.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* [C6000C](#) (2017-08-17) Limite de prix

7.5.3 Paiement unique

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

7.5.4 Clauses du *Guide des CCUA*

A9117C	2007-11-30	T1204 - demande directe du ministère client
A9062C	2011-05-16	Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes
A9019C	2011-05-16	Élimination de déchets dangereux
D3014C	2007-11-30	Transport de marchandises dangereuses/produits dangereux
D3015C	2014-09-25	Marchandises dangereuses / produits dangereux - conformité de l'étiquetage et de l'emballage

7.5.5 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- Carte d'achat Visa ;
- Carte d'achat MasterCard ;
- Dépôt direct (national et international) ;
- Échange de données informatisées (EDI) ;
- Virement télégraphique (international seulement) ;
- Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

7.6 Instructions pour la facturation

- L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

N° de l'invitation - Solicitation No. W01CE-180027	N° de la modif - Amd. No. File No. - N° du dossier HAL-7-79091	Id de l'acheteur - Buyer ID HAL406 N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
---	--	---

Chaque facture doit être appuyée par:

- une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
- une copie du document de sortie et de tout autre document tel qu'il est spécifié au contrat;

2. Les factures doivent être distribuées comme suit :

- L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
- au moment de l'attribution du contrat.

7.7 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe D.

L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.8 Clauses du Guide des CCUA

A0285C	Indemnisation des accidents du travail	2007-05-25
C0711C	Contrôle du temps	2008-05-12
C0705C	Vérification discrétionnaire des comptes	2010-01-11
M3800C	Estimation de coût	2006-08-15
D5328C	Inspection et acceptation	2014-06-26

N° de l'invitation - Solicitation No.
W01CE-180027
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W01CE-18-0027

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-7-79091

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL406
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Voir pièce jointe

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W01CE-180027
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W01CE-18-0027

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-7-79091

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL406
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

Année 1

Article	Unité de distribution	Unité A)	L'utilisation estimée (b)	Prix calculé A) *(B)
Les commandes subséquentes (y compris les frais de déplacement, la première heure de travail productif sur place pour effectuer l'échantillonnage, l'analyse des échantillons, l'inspection, la préparation de rapports, de consultation et de réunion de projet)				
1. Pendant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	Par appel	\$ _____	20	\$ _____
2. Hors des heures normales de travail (du lundi au dimanche)	Par appel	\$ _____	4	\$ _____
Labour in Addition to Above				
3. Pendant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	heure	\$ _____	200	\$ _____
4. Hors des heures normales de travail (du lundi au dimanche)	heure	\$ _____	20	\$ _____
Consumable				
5. Pour la phase consommables microscopie à contraste (PCM)	Par échantillon	\$ _____	30	\$ _____
6. Le contenu de l'amiante par microscopie en lumière polarisée (PLM)	Par échantillon	\$ _____	65	\$ _____
7. Échantillon en vrac analysés pour déterminer la teneur en plomb	Par échantillon	\$ _____	20	\$ _____
8. L'analyse de l'échantillon en vrac pour le contenu de la moisissure	Par échantillon	\$ _____	10	\$ _____
Total de l'année 1				\$ _____ (Taxes applicables en sus)

- Les heures normales de travail est définie comme suit : 7 h 30 – 16 h 30
- En dehors des heures de travail est définie comme suit : À inclure toute la journée du samedi, dimanche, les jours fériés et après 16 h 30, du lundi au vendredi.
- L'utilisation estimée (b) pour chaque article de la base de paiement est seulement une estimation aux fins d'évaluation et ne permet pas de déduire toutes les quantités de l'article seront utilisées ou que les quantités ne peuvent être excédées

ANNÉE D'OPTION 1

Article		Unité de distribution	Unité A)	L'utilisation estimée (b)	Prix calculé A) *(B)
Les commandes subséquentes (y compris les frais de déplacement, la première heure de travail productif sur place pour effectuer l'échantillonnage, l'analyse des échantillons, l'inspection, la préparation de rapports, de consultation et de réunion de projet)					
3.	Pendant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	Par appel	\$ _____	20	\$ _____
4.	Hors des heures normales de travail (du lundi au dimanche)	Par appel	\$ _____	4	\$ _____
Labour in Addition to Above					
3.	Pendant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	heure	\$ _____	200	\$ _____
4.	Hors des heures normales de travail (du lundi au dimanche)	heure	\$ _____	20	\$ _____
Consumable					
5.	Pour la phase consommables microscopie à contraste (PCM)	Par échantillon	\$ _____	30	\$ _____
6.	Le contenu de l'amiante par microscopie en lumière polarisée (PLM)	Par échantillon	\$ _____	65	\$ _____
7.	Échantillon en vrac analysés pour déterminer la teneur en plomb	Par échantillon	\$ _____	20	\$ _____
8.	L'analyse de l'échantillon en vrac pour le contenu de la moisissure	Par échantillon	\$ _____	10	\$ _____
Total de l'année d'option 1					\$ _____ (Taxes applicables en sus)

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W01CE-180027
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W01CE-18-0027

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-7-79091

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL406
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNÉE D'OPTION 2

Article	Unité de distribution	Unité A)	L'utilisation estimée (b)	Prix calculé A) *(B)
Les commandes subséquentes (y compris les frais de déplacement, la première heure de travail productif sur place pour effectuer l'échantillonnage, l'analyse des échantillons, l'inspection, la préparation de rapports, de consultation et de réunion de projet)				
5. Pendant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	Par appel	\$ _____	20	\$ _____
6. Hors des heures normales de travail (du lundi au dimanche)	Par appel	\$ _____	4	\$ _____
Labour in Addition to Above				
3. Pendant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	heure	\$ _____	200	\$ _____
4. Hors des heures normales de travail (du lundi au dimanche)	heure	\$ _____	20	\$ _____
Consumable				
5. Pour la phase consommables microscopie à contraste (PCM)	Par échantillon	\$ _____	30	\$ _____
6. Le contenu de l'amiante par microscopie en lumière polarisée (PLM)	Par échantillon	\$ _____	65	\$ _____
7. Échantillon en vrac analysés pour déterminer la teneur en plomb	Par échantillon	\$ _____	20	\$ _____
8. L'analyse de l'échantillon en vrac pour le contenu de la moisissure	Par échantillon	\$ _____	10	\$ _____
Total de l'année d'option 2				\$ _____ (Taxes applicables en sus)

Total de l'année 1 \$ _____

Total de l'année d'option 1 \$ _____

Total de l'année d'option 2 \$ _____

Grand total _____ \$ (taxes applicables en sus)

Le total général est le montant qui sera pris en considération lors des évaluations de toutes les soumissions.

N° de l'invitation - Sollicitation No.	N° de la modif - Amd. No.	Id de l'acheteur - Buyer ID
W01CE-180027		HAL406
N° de réf. du client - Client Ref. No.	File No. - N° du dossier	N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS
W01CE-18-0027	HAL-7-79091	

ANNEXE « C »

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Voir pièce jointe

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W01CE-180027
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W01CE-18-0027

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-7-79091

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL406
N° CCC / CCC No/ N° VME - FMS

ANNEXE « D »

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
 - m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
 - n. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W01CE-180027
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W01CE-18-0027

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-7-79091

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL406
N° CCC / CCC No/ N° VME - FMS

- o. Droits de poursuite : Conformément é l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

*Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

*Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W01CE-180027
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W01CE-18-0027

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
HAL-7-79091

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL406
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « E » de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

Id de l'acheteur - Buyer ID
HAL406
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « G »

LISTE DES ADMINISTRATEURS

Liste des soumissionnaires d'administration ci-dessous :

Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission, au plus tard à la date de clôture de la demande de soumissions;

a) Une liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire conformément à la partie 5 - CERTIFICATION.

Administration : (Veuillez imprimer clairement)

Nom	nom

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE



DEVIS

AMIANTE, PLOMB ET MOISSURE
SURVEILLANCE DE L'ÉCHANTILLONNAGE, DES ESSAIS, DES ANALYSES ET DE LA
CONFORMITÉ

14^e ESCADRE GREENWOOD (NOUVELLE-ÉCOSSE)

Défense nationale	Table des matières	Section 00 01 11
14 ^e Escadre Greenwood, N.-É.		Page 1
Trav. N° L-G111-9900/1079		2017-05-31

Section Titre Nbre de pages

Division 01 - Exigences générales

01 11 00	Sommaire des travaux	3
01 14 00	Restrictions visant les travaux	2
01 30 05	Instructions générales	3
01 35 30	Exigences en matière de santé et de sécurité	7
01 35 35	Méthodes particulières : Exigences du MDN en matière de	4
01 35 43	PROCÉDURES ENVIRONNEMENTALES	4
01 51 00	SERVICES PUBLICS TEMPORAIRES	4
01 90 20	Services de surveillance et d'inspection de l'élimination du plomb, de la moisissure et de l'amiante	7

- | | | |
|----------------------------------|----|---|
| <u>1 Visite des lieux</u> | .1 | Avant de présenter une soumission, l'entrepreneur peut visiter les lieux et prendre connaissance de toutes les conditions susceptibles d'affecter son travail. |
| <u>2 Emplacement des lieux</u> | .1 | La 14 ^e Escadre est située à 150 km à l'ouest de Halifax et à 4 km au sud de la route 101, près de Kingston, dans le comté de Kings (Nouvelle-Écosse). |
| | .2 | Sites de la 14 ^e Escadre Greenwood |
| | .1 | Le CI 5 Div C, détachement (dét) Aldershot est situé à la sortie 12 ou 14 de la route 101 et à environ 10 km au nord de Kentville, dans le comté de Kings (Nouvelle-Écosse). |
| | .2 | Le manège militaire Middleton est situé sur une rue commerciale au centre-ville de Middleton à la sortie 17E de la route 101 et à environ 2 km au sud de la route 101, dans le comté d'Annapolis (Nouvelle-Écosse). |
| | .3 | Debert est situé à la sortie 12 de la route 104 et à environ 5 km au nord-ouest de Truro, dans le comté de Colchester (Nouvelle-Écosse). |
| | .4 | Le manège militaire Yarmouth est situé à la pointe sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, à la fin de la route 101 et à l'intersection de la route 103, dans le comté de Yarmouth. |
| | .5 | Le champ de tir de Granville Ferry est situé à l'ouest de Greenwood, à la sortie 22, et au nord de la ville d'Annapolis Royal, à environ 3 km à Granville Ferry, dans le comté d'Annapolis (Nouvelle-Écosse). |
| | .6 | Barrington est situé à Baccaro Point, à environ 8 km au sud de la sortie 28 de la route 103, dans le comté de Shelburne (Nouvelle-Écosse). |
| | .7 | Cloud Lake est situé à environ 20 km au sud de Greenwood et de Torbrook Mines, dans le comté de Shelburne (Nouvelle-Écosse). |
| <u>3 Description des travaux</u> | .1 | En vertu de la présente offre à commandes, les travaux comprennent l'ensemble de la main-d'œuvre, du matériel et de l'équipement nécessaires à l'exécution des travaux conformément aux devis et aux précisions données dans la demande de travaux. |
| | .2 | Les travaux prescrits doivent être réalisés aux endroits suivants indiqués ci-dessus. |
| | .1 | Les travaux seront décrits en détail sur les demandes de travaux individuelles couvertes par l'offre à commandes (DSS 942) qui décrit l'emplacement et la portée des travaux à exécuter. |

- 3 Description des travaux (suite) .3 En termes généraux, les travaux comprennent ce qui suit :
- .1 Fournir des services de surveillance des travaux d'élimination du plomb, de la moisissure et de l'amiante aux emplacements énumérés ci-dessus pendant l'exécution des travaux.
 - .2 Prélever des échantillons, les soumettre à des analyses et déterminer les caractéristiques des matières préoccupantes, afin d'aider le Génie à déterminer les exigences relatives à l'élimination de ces matières. Aider le Génie à déterminer les règlements applicables et les exigences relatives à l'élimination de ces matières selon la portée spécifique des travaux devant être accomplis par l'entrepreneur responsable de l'élimination.
 - .3 Surveiller l'entrepreneur responsable de l'élimination pour vérifier qu'il se conforme aux exigences réglementaires et contractuelles.
 - .4 Surveiller les ouvertures pour s'assurer que la pression négative est maintenue tout au long des travaux d'élimination, recueillir des échantillons de l'air de fond et sur les surfaces, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des enceintes.
 - .5 Effectuer un échantillonnage de base des niveaux de poussières de plomb en suspension dans l'air, de la présence de fibres d'amiante et de la contamination par les spores de moisissures.
 - .6 Prélever des échantillons de vérification et coordonner les tests et les analyses.
 - .7 Inspecter visuellement les aires pendant et après le nettoyage pour confirmer que l'efficacité du nettoyage avant l'application d'agents de scellement.
 - .8 Vérifier que l'entrepreneur responsable de l'élimination effectue les travaux conformément aux spécifications et aux règlements des organismes de réglementation.
 - .9 Vérifier que les effectifs de l'entrepreneur responsable de l'élimination portent l'équipement de protection individuelle (EPI) pendant l'exécution de chacun des travaux devant être effectués.
 - .10 De concert avec le Génie, déterminer si les activités d'élimination sont appropriées et complètes.
 - .11 Effectuer l'échantillonnage de vérification, les essais et l'analyse définitifs des enceintes avant d'autoriser leur démantèlement.
 - .12 Effectuer la vérification définitive de la qualité de l'air pour déterminer si la zone peut être réoccupée en toute sécurité.

- 3 Description des travaux (suite)
- .4 De concert avec le Génie et avec l'entrepreneur, déterminer la porosité des surfaces (spécifiquement dans le cas des travaux d'élimination du plomb) avant que l'exécution des travaux d'élimination.
 - .5 Effectuer les échantillonnages et les essais et fournir les résultats des analyses des eaux de lavage et de rinçage avant leur élimination.
 - .6 Effectuer les échantillonnages et les essais et fournir les résultats des analyses des ordures et des matériaux de rebut avant leur élimination.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|-----------------------|----|---|
| 1.1 Sections connexes | .1 | Section 01 35 35 - Méthodes particulières : Exigences en matière de sécurité-incendie du MDN |
| 1.2 Services en place | .1 | S'il faut exécuter des piquages sur les canalisations des services existants ou des raccordements à ces canalisations, ces travaux doivent être exécutés aux heures fixées par les autorités compétentes, en perturbant le moins possible les activités de l'aérodrome. |
| | .2 | Avant d'entreprendre des travaux, déterminer l'emplacement et l'étendue des canalisations de service qui se trouvent dans le secteur des travaux et en informer le Génie. |
| | .3 | Soumettre un calendrier au Génie et obtenir son approbation pour tout arrêt ou coupure d'un service ou d'une installation en fonctionnement en vue de l'installation d'une ou plusieurs unités modulaires. Respecter le calendrier approuvé et informer les parties touchées par ces inconvénients. |
| | .4 | Lorsque de services inconnus sont découverts, en aviser immédiatement le Génie et confirmer ces constatations par écrit. |
| 1.3 Heures de travail | .1 | Les heures de travail normales à la 14 ^e Escadre Greenwood et à ses sites satellites sont de 7 h 30 à 16 h. Sauf indication contraire du Génie, il faut se conformer à ces heures de travail à la 14 ^e Escadre Greenwood. |

- | | | |
|----------------------------------|----|---|
| 2 Codes et normes | .1 | La main-d'œuvre devra être d'une qualité élevée et uniforme, et strictement conforme aux pratiques exemplaires selon l'interprétation du Génie. |
| | .2 | Obtenir toute information écrite des sources décrites pour les références aux catalogues, aux dessins de détail ou aux données connexes semblables publiées par les fabricants ou les fournisseurs. |
| | .3 | Satisfaire aux exigences des éléments suivants ou les dépasser :
.1 Documents afférents à l'offre à commandes
.2 Normes et codes prescrits ainsi que les autres documents cités en référence. |
| | .4 | En cas de mention d'appellations commerciales dans le présent devis, celles-ci ne sont pas nécessairement restrictives sauf avis contraire. |
| | .5 | Les références à des normes locales, nationales et internationales dans le présent devis font partie intégrante de celui-ci et, par conséquent, doivent être lues de concert avec le devis. |
| | .6 | À la demande du Génie ou de son représentant, les ouvrages de qualité médiocre ou inférieure devront être remplacés par des ouvrages de haute qualité sans frais pour le MDN. |
| | .7 | En cas de conflit entre les normes, la plus rigoureuse s'appliquera. |
| 3 Description des <u>travaux</u> | .1 | Les travaux faisant l'objet de la présente offre à commandes incluent l'inspection et la surveillance de la qualité de l'air pendant l'élimination de l'amiante, du plomb et des moisissures qui se trouvent dans les bâtiments de 14 ^e Escadre Greenwood et ses sites satellites. |
| | .2 | But exact et emplacement des travaux conformément aux instructions du Génie pour chaque demande de services. |
| 4 Compétences de l'entrepreneur | .1 | L'entrepreneur devra démontrer au Génie qu'il dispose du personnel adéquat et qualifié pour exécuter le service attendu. |
| 4 Documents requis | .1 | Conserver sur le lieu de travail une copie de chacun des documents ci-après : |

- 4 Documents requis (suite) .1 (suite)
- .1 Convention d'offre à commandes (COC) visant la surveillance et l'inspection de la qualité de l'air
 - .2 Spécifications de la convention d'offre à commandes (COC) visant l'élimination de l'amiante, du plomb et de la moisissure
 - .3 Modification de l'offre à commandes
 - .4 Copie de l'ordre des travaux, des dessins d'atelier et du calendrier de toute commande subséquente à une offre à commandes
- 5 Calendrier des travaux .1 Avant le début des travaux et dès l'attribution du contrat, l'entrepreneur doit prendre rendez-vous avec le Génie afin d'établir les dates de début des travaux et les calendriers des travaux, en plus d'assister à une séance d'information sur les procédures contractuelles.
- .2 Une fois le calendrier approuvé par le Génie, prendre les mesures nécessaires pour effectuer les travaux dans les délais prévus.
 - .3 Ne pas modifier le calendrier sans l'autorisation du représentant du Génie.
 - .4 L'entrepreneur doit exécuter les travaux de manière à déranger le moins possible les occupants du bâtiment.
 - .5 Pour chaque demande qu'il reçoit, l'entrepreneur doit fournir au Génie une description de la répartition de la main-d'œuvre, le nombre d'employés et les horaires de travail précisant avec exactitude les jours et les heures où les travaux de nettoyage seront exécutés. Toute modification aux horaires demandée par l'entrepreneur doit être approuvée par le Génie. Les horaires de travail doivent indiquer le nombre d'heures de travail que l'on propose d'accomplir chaque jour dans le bâtiment et l'indiquer au Génie avant le début des services qui sont demandés.
- 6 Utilisation des lieux par l'entrepreneur .1 Le Génie doit informer l'entrepreneur de l'utilisation des lieux.
- .2 Il faut éviter d'encombrer le site inutilement avec du matériel ou de l'équipement.

- | | | |
|-------------------------------------|----|--|
| | .3 | Les déplacements sur le lieu des travaux et aux alentours sont soumis aux restrictions imposées par l'occupant ou le Génie. |
| | .4 | Les travaux ne doivent pas entraver les activités normales dans les bâtiments. |
| 7 Attestation et acceptation | .1 | Veiller à ce que les matériaux soient conformes aux spécifications et aux documents de l'offre à commandes. |
| 8 Usage du tabac dans les bâtiments | .1 | Respecter les règlements concernant l'usage du tabac et les restrictions connexes. |
| 7 Dessins supplémentaires | .1 | Le Génie peut fournir des dessins supplémentaires afin de faciliter la bonne exécution des travaux. Ces dessins seront produits à des fins de précisions seulement. |
| 8 Factures | .1 | Toutes les factures présentées aux fins de règlement doivent indiquer :
.1 Le numéro du formulaire Instruction Engineering Work Order et celui de la commande subséquente à une offre à commandes.
.2 Commande subséquente à une offre à commandes (Requisition on Standing Offer) |

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|--|----|---|
| 1.1 Documents à soumettre | .1 | Soumettre au Génie des copies des documents ci-après, y compris les mises à jour de ces documents :
.1 Programme de santé et de sécurité mentionné au paragraphe 1.9 préalablement au début des travaux au chantier.
.2 Rapports ou directives transmis par les autorités compétentes, dès que ceux-ci sont communiqués par l'autorité en question. |
| | .2 | Autres données, renseignements et documents à la demande du Génie, tel qu'il est stipulé ailleurs dans la présente section. |
| 1.2 Orientation de l'entrepreneur en matière de santé et de sécurité | .1 | Le représentant du MDN remet à l'entrepreneur le guide intitulé 14 Wing Contractor Health and Safety Briefing Orientation Handbook. |
| | .2 | L'entrepreneur doit certifier le formulaire 14 Wing Greenwood Contractor Work Form et remplir le formulaire Complete Contractor Acknowledgement conformément aux General Safety Orientation Standard Operating Procedures pour la 14 ^e Escadre. |
| 1.3 Exigences en matière de conformité | .1 | Se conformer à la plus récente version de la loi de la Nouvelle-Écosse sur la santé et la sécurité au travail, ainsi qu'aux règlements généraux d'application de la loi. |
| | .2 | Observer et faire respecter les mesures de sécurité aux abords des chantiers exigées par :
.1 la plus récente version du <i>Code national du bâtiment du Canada</i> (CNB).
.2 la commission provinciale des accidents du travail;
.3 les ordonnances et les arrêtés municipaux. |
| | .3 | En cas d'incohérence entre des dispositions des autorités ci-dessus, la disposition la plus contraignante s'applique. |

- 1.3 Exigences en matière de conformité (suite) .4 Offrir et maintenir la protection de la commission des accidents du travail à l'ensemble des employés pendant toute la durée du marché. Avant le début des travaux, à l'achèvement provisoire des travaux et préalablement au paiement final, fournir au Génie une lettre d'acquiescement [certificat] délivrée par la commission provinciale des accidents du travail, attestant que l'entrepreneur a effectivement observé cette exigence.
- .1 Dans le cas où l'entrepreneur est propriétaire unique, fournir une preuve documentée, présentée sous une forme approuvée par le Génie, selon laquelle une autre couverture individuelle a été prévue, qui satisfait aux exigences énoncées ci-dessus relativement à l'assurance contre les accidents, ou les dépasse.
- 1.4 Responsabilité .1 L'entrepreneur assumera toutes les responsabilités de sécurité pour les personnes et les biens à l'intérieur des limites du chantier et toutes les responsabilités de protection des employés du gouvernement fédéral et du public en général qui se déplace aux abords des travaux, dans la mesure où ces personnes pourraient être affectées par l'exécution desdits travaux.
- .2 L'entrepreneur doit faire respecter par les travailleurs et par les autres personnes ayant accès au chantier les exigences en matière de sécurité figurant dans les documents contractuels, les ordonnances, les lois et les règlements locaux, provinciaux et fédéraux pertinents, ainsi que dans le plan de santé et de sécurité particulier au chantier.
- .3 Dans le cas où un danger ou un risque pour la sécurité, de nature imprévue ou particulière, devient manifeste pendant le déroulement des travaux, l'entrepreneur doit immédiatement prendre les dispositions nécessaires pour éliminer ce danger ou risque et ainsi prévenir les blessures ou dommages qui pourraient en résulter. Informer le Génie, verbalement et par écrit, de l'existence de tout risque ou condition de cette nature.
- 1.5 Contrôle du chantier et accès .1 Contrôler les points d'accès du chantier et les activités de travail sur les lieux. Délimiter et isoler le chantier des aires environnantes en utilisant des moyens permettant de maintenir le contrôle de tous les points d'accès.

- 1.5 Contrôle du chantier et accès (suite)
- .2 Mettre en œuvre des procédures pour donner une permission d'accès aux personnes qui doivent avoir accès au chantier. Les procédures visant à accorder la permission d'accéder au chantier doivent être conformes aux dispositions de la loi de la Nouvelle-Écosse sur la santé et la sécurité au travail et aux règlements généraux d'application de la Loi, ainsi qu'au programme de santé et de sécurité de l'entrepreneur.
- .3 S'assurer que les personnes ayant accès au chantier sont munies de l'équipement de protection individuelle (EPI) minimal prévu dans le plan de santé et de sécurité de l'entrepreneur, et qu'elles le portent. Doter les personnes qui doivent avoir accès au chantier d'un EPI satisfaisant aux exigences minimales déjà indiquées, ou les dépassant, et adapté aux exigences précises des activités au chantier que doivent accomplir ces personnes, et s'assurer que celles-ci ont reçu la formation préalable à l'utilisation de cet EPI et le portent effectivement. Assumer la responsabilité de l'efficacité de l'EPI qui est fourni en sus de l'équipement minimal susmentionné.
- .4 Aux fins de la présente offre à commandes, les forces du MDN devront accomplir les activités requises ci-après. Il incombe à l'entrepreneur d'assurer le contrôle de l'accès au chantier et des activités qui s'y déroulent, comme l'indique la présente section du devis.
- .1 Officier du Génie construction de l'Escadre, O GC Ere
- .1 Représentants de l'O GC Ere
- .2 Pour la durée du contrat et aux fins de celui-ci :
- .1 Activités environnementales
- .2 Activités liées à la sécurité
- .3 Activités de maintien de l'ordre
- .4 Activités de déneigement
- .5 Urgences
- .6 Besoins opérationnels de l'Escadre
- .5 Ériger une signalisation aux points d'accès du chantier et à d'autres emplacements stratégiques en périphérie, identifiant clairement le ou les secteurs des travaux « interdits » aux personnes non autorisées. La signalisation doit être réalisée par des spécialistes en la matière, comporter des symboles graphiques bien connus et ne doit pas servir à des fins publicitaires mais seulement aux fins précises liées à la sécurité du chantier, y compris l'indication de coordonnées de personnes-ressources clés.
- .1 Renseignements à apposer sur les panneaux de signalisation :
- .1 Nom et description du projet

- 1.5 Contrôle du chantier et accès (suite) .5 (suite)
- .1 (suite)
 - .2 Nom de l'entreprise de l'entrepreneur
 - .3 Nom et numéro de téléphone du directeur des travaux
 - .4 Nom et numéro de téléphone de la personne-ressource de Génie construction de l'Escadre :
 - .6 Garder le chantier verrouillé en tout temps, afin d'en interdire tout accès non autorisé.
- 1.6 Production de l'avis de projet .1 Envoyer l'avis de projet et tout autre avis requis aux autorités provinciales de la Nouvelle-Écosse avant le début des travaux. Avant d'entreprendre les travaux, remettre au Génie une copie de tout avis qui a été déposé.
- 1.7 Permis
- .1 Obtenir les permis, autorisations et certifications de conformité applicables, en temps opportun et aux fréquences spécifiées par les autorités compétentes.
 - .1 Permis d'excavation
 - .2 Permis de travail à chaud
 - .3 Permis d'accès aux espaces clos
 - .4 Transport d'unités
 - .2 Afficher sur le chantier les permis, autorisations et certificats de conformité requis, et en fournir des copies au Génie.
- 1.8 Conditions propres au projet ou au chantier
- Parcourir le chantier avec le Génie pour identifier les substances ou les conditions dangereuses pouvant se trouver sur les lieux qui seront considérées comme des risques pour la santé ou pour l'environnement et qui devront être gérées de la manière appropriée.
 - .1 L'entrepreneur est tenu de s'informer au sujet des matières ou des conditions dangereuses connues et d'inclure dans le prix les frais d'atténuation et tous les travaux associés au fait d'avoir à composer avec les matières ou les conditions dangereuses précitées.
 - .2 Les listes ci-dessus ne doivent pas être considérées comme des listes complètes et intégrales de tous les risques pour la sécurité et la santé inhérents aux activités de l'entrepreneur durant les travaux. Inclure ce qui précède dans le programme d'évaluation des risques.

- 1.9 Réunions
- .1 Avant d'entreprendre les travaux, assister à une réunion préalable tenue par le Génie. Au minimum, le directeur des travaux de l'entrepreneur devra assister à cette réunion. Le Génie avisera les parties intéressées de la date, de l'heure et du lieu de la réunion, et aura la responsabilité d'en dresser le procès-verbal et de distribuer ce dernier.
 - .2 Tenir les réunions de santé et de sécurité au travail propres au chantier, selon les exigences de la loi de la Nouvelle-Écosse sur la santé et la sécurité au travail et les règlements généraux d'application de la Loi.
 - .3 Enregistrer et afficher le compte rendu de chaque réunion à un endroit bien en vue sur le chantier. Mettre ces exemplaires à la disposition du Génie.
- 1.10 Programme de santé et de sécurité au travail
- .1 Conformément à la loi de la Nouvelle-Écosse sur la santé et la sécurité au travail et aux règlements pris en vertu de cette loi, les entrepreneurs sont tenus de mettre en place un programme de santé et de sécurité. Les exigences de conformité relatives au contenu, aux détails et à la mise en œuvre du programme dépendent de l'autorité provinciale/territoriale. Aux fins de la présente offre à commande, le programme de santé et de sécurité inclura un plan de santé et sécurité propre au chantier qui reconnaît, évalue et traite les substances et conditions dangereuses sur le chantier qui ont été identifiées au paragraphe 1.7 ci-dessus, ainsi que des évaluations régulières qui seront réalisées en cours d'exécution des travaux pour cerner et documenter les risques pour la santé et la sécurité nouveaux ou potentiels qui n'avaient pas déjà été identifiés ou qui n'étaient pas déjà connus.
 - .2 Fournir au Génie une copie du programme de santé et de sécurité préalablement au début des travaux au chantier. Cette copie fournie au Génie a pour objet de lui permettre d'évaluer la teneur du programme par rapport aux exigences contractuelles liées à la présence sur le chantier de substances et de conditions dangereuses connues. Cet examen d'évaluation ne doit pas être interprété comme une approbation implicite par le Génie du programme comme complet, précis et conforme aux exigences de la loi de la Nouvelle-Écosse sur la santé et la sécurité au travail et des règlements généraux

d'application de la loi, et ne dégage pas l'entrepreneur de ses obligations légales en vertu de ladite loi.

- 1.11 Rapport d'accident .1 Faire enquête sur les accidents ou les incidents et les signaler, comme il est prescrit dans la loi de la Nouvelle-Écosse sur la santé et la sécurité au travail et les règlements généraux d'application de la loi.
- .2 Aux fins du présent marché, faire immédiatement enquête sur les incidents et les accidents qui entraînent les situations suivantes, et les signaler sans tarder au Génie :
- .1 blessures qui requièrent ou non des soins médicaux et qui entraînent une perte de temps au travail pour la ou les personnes blessées;
 - .2 exposition à des produits chimiques ou à des substances toxiques;
 - .3 dommages matériels.
 - .4 Interruption du fonctionnement d'éléments d'infrastructure voisins et/ou essentiels pouvant entraîner des pertes.
- .3 Dans le cadre de l'enquête au sujet d'un incident ou d'un accident et de la procédure indiquée pour signaler un tel événement, l'entrepreneur est tenu de répondre de façon opportune à la situation en remédiant à ce qui est censé avoir causé l'incident ou l'accident et d'indiquer par écrit les mesures qu'il aura prises afin d'éviter que ne se reproduise un tel incident ou accident.
- 1.12 Documents sur le chantier .1 Conserver sur le chantier une copie de la documentation sur la sécurité comme il est indiqué dans la présente section, ainsi que tous les rapports et documents sur la sécurité publiés ou remis par les autorités compétentes.
- .2 Sur demande, des copies doivent être mises à la disposition du Génie.

Défense nationale 14 ^e Escadre Greenwood, N.-É. Trav. N° L-G111-9900/1079	Méthodes particulières : Exigences du MDN en matière de sécurité- incendie	Section 01 35 35 Page 1 2017-05-31
--	---	--

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|--|----|---|
| 1.1 <u>Séance d'information</u>
du service d'incendie | .1 | Le Génie doit coordonner les modalités nécessaires pour que le chef du service d'incendie renseigne pleinement l'entrepreneur sur la sécurité-incendie au moment de la conférence préparatoire au travail, avant que ne débute tout travail. |
| | .2 | Les permis requis pour les travaux à chaud et tout le travail à chaud doivent être coordonnés rigoureusement par le Génie. |
| 1.2 Signalement des incendies | .1 | Connaître l'emplacement de l'avertisseur d'incendie et du téléphone les plus près, ainsi que le numéro de téléphone à composer en cas d'urgence. |
| | .2 | Signaler immédiatement tout incendie au service d'incendie, de la façon suivante :
.1 activer l'avertisseur d'incendie le plus près;
.2 composer le 911. |
| | .3 | La personne qui actionne un avertisseur d'incendie doit demeurer à proximité de l'avertisseur afin de pouvoir diriger les pompiers vers le lieu de l'incendie dès leur arrivée. |
| | .4 | Lorsqu'un incendie est signalé par téléphone, indiquer le lieu de l'incendie et le nom ou le numéro du bâtiment touché, et être en mesure de confirmer les renseignements donnés. |
| 1.3 Systèmes d'alarme et de protection incendie intérieurs et extérieurs | .1 | Les systèmes d'alarme et de protection contre les incendies ne doivent jamais être :
.1 obstrués;
.2 éteints;
.3 laissés hors service à la fin d'une journée ou d'un quart de travail sans que le chef du service d'incendie ait donné son autorisation. |
| | .2 | Ne pas utiliser les bornes d'incendie, les colonnes montantes et les tuyaux d'incendie à des fins autres que la lutte contre un incendie, à moins d'avoir obtenu l'autorisation du chef du service d'incendie. |
| 1.4 Extincteurs | .1 | Fournir le nombre d'extincteurs nécessaire indiqué par le chef du service d'incendie pour protéger les travaux en cours et les installations de l'entrepreneur sur le lieu de travail. |

Défense nationale 14 ^e Escadre Greenwood, N.-É. Trav. N° L-G111-9900/1079		Méthodes particulières : Exigences du MDN en matière de sécurité- incendie	Section 01 35 35 Page 2 2017-05-31
1.5 Entrave à la circulation	.1	Aviser le chef du service d'incendie de tous les travaux pouvant faire obstacle aux véhicules d'intervention. Ces obstacles incluent le non-respect de la hauteur libre minimale indiquée par le chef du service d'incendie, la mise en place de barrières et l'exécution de travaux d'excavation.	
1.6 Précautions relatives à l'usage du tabac	.1	Respecter en tout temps les règlements relatifs à l'usage du tabac.	
1.7 Déchets et matériaux de rebuts	.1	Il faut réduire au minimum la quantité de rebuts et de déchets.	
	.2	Il est interdit de brûler des rebuts.	
	.3	Enlèvement : .1 Enlever tous les rebuts du chantier à la fin de la journée de travail ou de la période de travail, ou selon les directives.	
	.4	Entreposage : .1 Entreposer les déchets imprégnés d'huile dans des contenants approuvés pour assurer un niveau maximal de sécurité et de propreté. .2 Déposer, dans des contenants approuvés, les chiffons et les matériaux imprégnés d'huile ou de graisse pouvant s'enflammer de façon spontanée, puis les évacuer du chantier conformément à 1.8.3.1.	
1.8 Liquides inflammables et combustibles	.1	La manipulation, l'entreposage et l'utilisation de liquides inflammables ou combustibles sont régis par le <i>Code national de prévention des incendies du Canada</i> en vigueur.	
	.2	On peut garder sur le lieu de travail, aux fins d'usage courant, jusqu'à 45 litres de liquides inflammables ou combustibles, comme l'essence, le kérosène ou le naphte, pourvu que ceux-ci soient conservés dans des bidons de sécurité approuvés portant le label des Laboratoires des assureurs du Canada ou de la Factory Mutual. L'entreposage de quantités de liquides inflammables ou combustibles supérieures à 45 litres pour l'exécution des travaux nécessite l'autorisation du chef du service d'incendie.	
	.3	Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à l'intérieur	

Défense nationale	Méthodes particulières :	Section 01 35 35
14 ^e Escadre Greenwood, N.-É.	Exigences du MDN en	Page 3
Trav. N° L-G111-9900/1079	matière de sécurité- incendie	2017-05-31

des bâtiments ou sur des plateformes de chargement.

- | | | |
|---|----|--|
| | .4 | Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à proximité d'une flamme nue ou d'un type quelconque d'appareil produisant de la chaleur. |
| 1.8 Liquides inflammables et combustibles (suite) | .5 | Il est interdit d'utiliser comme diluants ou comme produits de nettoyage des liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur à 38 °C, comme du naphte ou de l'essence. |
| | .6 | Les déchets liquides inflammables ou combustibles à éliminer doivent être entreposés dans des contenants approuvés situés dans un endroit aéré et sécuritaire. On doit réduire au minimum la quantité de ces produits et informer le service d'incendie quand vient le moment de les éliminer. |
| 1.9 Substances dangereuses | .1 | Les travaux donnant lieu à l'utilisation de matières toxiques ou dangereuses, de nature chimique ou explosive, ou constituant un danger pour la vie, la sécurité ou la santé, seront réalisés conformément au <i>Code national de prévention des incendies du Canada</i> . |
| | .2 | Obtenir du chef du service d'incendie un permis de « travail à chaud » lorsque des travaux dans des bâtiments ou des installations nécessitent des opérations de soudage ou de brûlage, ou encore l'utilisation de chalumeaux ou d'appareils générateurs de chaleur. |
| | .3 | Lorsque des travaux nécessitent l'utilisation d'une source de chaleur dans des zones dangereuses, assurer la présence d'agents de sécurité incendie équipés d'un nombre suffisant d'extincteurs. Il revient au chef du service des incendies de déterminer les zones dangereuses et le degré de protection nécessaire pour le piquet d'incendie. L'entrepreneur doit retenir les services d'agents de sécurité-incendie, en collaboration avec le chef du service des incendies, à un niveau établi par ce dernier au moment de la rencontre préalable au lancement des travaux. |

Défense nationale 14 ^e Escadre Greenwood, N.-É. Trav. N° L-G111-9900/1079	Méthodes particulières : Exigences du MDN en matière de sécurité- incendie	Section 01 35 35 Page 4 2017-05-31
--	---	--

- | | | |
|---|----|--|
| | .4 | Assurer une ventilation adéquate et éliminer toutes les sources d'inflammation dans les zones où des liquides inflammables, comme des vernis ou des produits à base d'uréthane, sont utilisés. Le chef des pompiers doit être informé de l'emploi de tels produits avant le début et à la fin des travaux en question. |
| 1.10 Questions et/ou précisions | .1 | Toute demande de précisions ou de renseignements additionnels concernant la sécurité-incendie doit être transmise au chef du service d'incendie. |
| | .2 | Les enceintes requises sur le chantier doivent être approuvées par le chef des pompiers de l'Escadre. |
| 1.11 Inspection de prévention des incendies | .1 | Les inspections du lieu de travail par le chef du service d'incendie seront coordonnées par le représentant du Génie. |
| | .2 | Accorder au chef du service d'incendie un libre accès au lieu de travail. |
| | .3 | Collaborer avec le chef du service d'incendie au cours des inspections périodiques de prévention des incendies sur le lieu de travail. |
| | .4 | Corriger immédiatement toute situation jugée dangereuse par le chef du service d'incendie. |

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 RÉFÉRENCES

- .1 Définitions :
 - .1 Pollution et dommages causés à l'environnement : présence d'éléments ou d'agents chimiques, physiques ou biologiques qui nuisent à la santé ou au bien-être des personnes, qui altèrent les équilibres écologiques importants pour la vie humaine ou qui constituent une atteinte à d'autres espèces d'importance pour les personnes et qui dégradent l'environnement sur les plans esthétiques, culturels et historiques.
 - .2 Protection de l'environnement : Prévention et contrôle de la pollution et des perturbations de l'habitat et de l'environnement lors des travaux de construction. La limitation de la pollution et des dommages causés à l'environnement concerne la terre, l'eau et l'air ainsi que les ressources biologiques et culturelles, et comprend la gestion de l'aspect esthétique, du bruit, des déchets solides, chimiques, gazeux et liquides, de l'énergie de rayonnement, de la matière radioactive et d'autres polluants.
- .2 Normes de référence :
 - .1 Conseil du bâtiment durable du Canada (CBDCa)
 - .1 LEED Canada-NC Version 1.0-2004, LEED (Leadership in Energy and Environmental Design): est un document de référence reconnu sur l'évaluation des bâtiments durables, qu'il s'agisse de nouvelles constructions ou de rénovations majeures.
 - .2 Addenda au système d'évaluation des nouvelles constructions et des rénovations majeures - LEED Canada - NC Version 1.0 - Addenda 2007.
 - .3 LEED Canada-NC Version 1.0-2007, LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) : est un document de référence reconnu sur l'évaluation des intérieurs commerciaux.
 - .2 Comité canadien des documents de construction (CCDC)
 - .1 CCDC 2-2008, Contrat à forfait
 - .3 U.S. Environmental Protection Agency (EPA)/Office of Water

.1 EPA 832/R-92-005-92, Storm Water Management for Construction Activities, Chapitre 3.

- | | | |
|---|----|--|
| 1.2 INCENDIES | .1 | Il est interdit de faire des feux et de brûler des rebuts sur le lieu de travail. |
| 1.3 DRAINAGE | .1 | Fournir un plan de lutte contre l'érosion et la sédimentation, précisant la nature des mesures et l'endroit où elles seront mises en œuvre. Le plan doit comprendre des obligations de surveillance et de production de rapports permettant de s'assurer que les mesures adoptées sont conformes au plan de prévention, ainsi qu'aux lois et réglementations fédérales, provinciales et municipales, EPA 832/R-92-005, exigences énoncées au chapitre 3. |
| | .2 | Le plan de prévention de la pollution par les eaux pluviales doit être remplacé par le plan de lutte contre l'érosion et la sédimentation. |
| | .3 | Prévoir le drainage et le pompage temporaires nécessaires pour garder les excavations et le chantier à sec. |
| | .4 | S'assurer que l'eau pompée dans les cours d'eau, les égouts et les systèmes de drainage est exempte de matières en suspension. |
| | .5 | Assurer l'écoulement ou l'élimination des eaux contenant des matières en suspension ou des substances nocives conformément aux exigences des autorités locales. |
| 1.4 TRAVAUX EXÉCUTÉS À PROXIMITÉ DE COURS D'EAU | .1 | À proximité des cours d'eau, il faut utiliser uniquement de l'équipement de chantier. |
| | .2 | Ne pas enterrer de matériaux dans le lit des cours d'eau. |
| | .3 | Conserver les cours d'eau exempts de déblais d'excavation, de déchets et de débris. |
| | 4 | Concevoir et construire des ouvrages temporaires de franchissement de cours d'eau de manière à réduire l'érosion au minimum. |
| | 5 | Ne pas faire glisser de billots ou de matériaux de construction d'un bord à l'autre des cours d'eau. |
| | .6 | Éviter les frayères indiquées lors de la construction d'ouvrages temporaires de franchissement de cours d'eau. |

- .7 Le grenaillage doit se faire au-dessus de l'eau et à au minimum 100 m des frayères indiquées.

1.5 PRÉVENTION DE LA POLLUTION

- .1 Assurer le contrôle des émissions produites par le matériel et l'outillage, conformément aux exigences des autorités locales.
- .2 Empêcher les matériaux de sablage et les autres matières étrangères de contaminer l'air et les cours d'eau au-delà de la zone d'application.
 - .1 Fournir des enceintes temporaires à la demande du représentant ministériel.
- .3 Couvrir ou arroser les matériaux secs et les déchets afin d'éviter que le vent soulève la poussière ou entraîne les débris. Prévoir des mesures de lutte antipoussière sur les routes temporaires.

1.6 AVIS

- .1 Le représentant ministériel informera l'entrepreneur par écrit s'il s'aperçoit d'un non-respect des lois ou des règlements fédéraux, provinciaux ou municipaux en matière d'environnement, des permis ou d'autres éléments prévus dans le plan de protection de l'environnement de l'entrepreneur.
- .2 Lorsque l'entrepreneur reçoit un tel avis, il doit faire part des mesures correctives envisagées au représentant ministériel aux fins d'approbation.
 - .1 Ne pas mettre en place ces mesures avant d'avoir reçu l'approbation écrite du représentant ministériel.
- .3 Le représentant ministériel ordonnera l'arrêt des travaux jusqu'à ce que des mesures correctives satisfaisantes soient mises en place.
- .4 Aucun délai supplémentaire ou ajustement ne sera accordé à l'entrepreneur pour de tels arrêts des travaux.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET .1 Sans objet

PARTIE 3 - EXÉCUTION

- 3.1 NETTOYAGE
- .1 Gestion des déchets : trier les déchets en vue de la réutilisation et du recyclage des matériaux, conformément aux règlements locaux.
 - .2 Il est interdit d'enterrer des déchets et des matériaux de rebut sur le chantier.
 - .3 S'assurer de ne pas jeter de déchets et de matières volatiles dans les cours d'eau publics, les égouts pluviaux et les égouts sanitaires.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|--|----|--|
| 1.1 RÉFÉRENCES | .1 | Conseil du bâtiment durable du Canada (CBDCa)
.1 LEED Canada-NC Version 1.0-2004, LEED (Leadership in Energy and Environmental Design): est un document de référence reconnu sur l'évaluation des bâtiments durables, qu'il s'agisse de nouvelles constructions ou de rénovations majeures (y compris Addendum 2007).
.2 LEED Canada-NC Version 1.0-2007, LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) : est un document de référence reconnu sur l'évaluation des intérieurs commerciaux. |
| 1.2 INSTALLATION ET RETRAIT | .1 | Prévoir l'installation de services publics temporaires pour permettre l'exécution des travaux dans les délais impartis. |
| | .2 | Démonter le matériel et l'évacuer du chantier lorsqu'on n'en a plus besoin. |
| 1.3 ASSÈCHEMENT | .1 | Prévoir les installations temporaires de drainage et de pompage nécessaires pour maintenir les excavations et le terrain exempts d'eau stagnante. |
| 1.4 ALIMENTATION EN EAU | .1 | Le représentant ministériel peut fournir un approvisionnement continu en eau pour la construction. |
| | .2 | Prendre les dispositions nécessaires pour le raccordement au réseau de l'entreprise de services publics concernée, et assumer les frais d'installation, d'entretien et de retrait. |
| 1.5 CHAUFFAGE ET VENTILATION TEMPORAIRES | .1 | Prévoir les appareils de chauffage temporaires requis pour la période des travaux, en assurer l'exploitation et l'entretien et fournir le combustible nécessaire. |
| | .2 | Les appareils de chauffage utilisés à l'intérieur du bâtiment doivent fonctionner sans flamme nue. Les poêles de chantier à combustible solide sont interdits. |

- .3 Assurer le chauffage et la ventilation temporaires nécessaires dans les espaces clos aux fins suivantes :
 - .1 faciliter l'avancement des travaux;
 - .2 protéger les ouvrages et les produits contre l'humidité et le froid;
- 1.5 CHAUFFAGE ET VENTILATION TEMPORAIRES (suite)
 - .3 (suite)
 - .3 prévenir la formation de condensation sur les surfaces;
 - .4 assurer la température et le degré d'humidité ambiants appropriés pour l'entreposage, la mise en place et le durcissement ou la cure des matériaux;
 - .5 assurer une ventilation permettant de satisfaire aux exigences des règlements sur les mesures de sécurité au travail.
 - .4 Là où des travaux sont en cours, maintenir la température à au moins 10 °C.
 - .5 Ventilation :
 - .1 Prévenir l'accumulation de poussière, de vapeurs et de gaz ainsi que la formation de buée dans les lieux occupés pendant les travaux de construction.
 - .2 Prévoir un système local d'évacuation de l'air afin de prévenir une accumulation nocive de substances susceptibles de présenter des dangers pour la santé des occupants.
 - .3 Veiller à ce que la ventilation d'extraction n'expose pas les gens à des substances nocives.
 - .4 Assurer la ventilation des espaces d'entreposage des matières dangereuses ou volatiles.
 - .5 Assurer la ventilation des installations sanitaires temporaires.
 - .6 Garder le système de ventilation et d'extraction en marche pendant un certain temps après avoir terminé les travaux pour garantir l'élimination des contaminants toxiques.
 - .6 Ne pas utiliser le système de chauffage permanent du bâtiment lorsque celui-ci est disponible. Le cas échéant, assumer l'entière responsabilité des dommages qui pourraient y être causés.

- .7 Une fois terminés les travaux pour lesquels un système de chauffage permanent a été utilisé, remplacer les filtres et nettoyer les événements et les couvercles.
 - .8 Veiller à ce que la date d'achèvement substantiel des travaux et la période de garantie du système de chauffage n'entrent pas en vigueur tant que le système complet n'est pas aussi proche que possible de son état original et tant qu'il n'a pas été certifié par le représentant ministériel.
 - .9 Assurer une surveillance rigoureuse du fonctionnement des appareils de chauffage et de ventilation temporaires pour :
 - .1 se conformer aux codes et aux normes en vigueur;
 - .2 mettre en pratique des méthodes sécuritaires;
 - .3 prévenir le gaspillage;
 - .4 prévenir tout dommage aux revêtements de finition;
- 1.5 CHAUFFAGE ET VENTILATION TEMPORAIRES (suite)
- .9 (suite)
 - .5 évacuer à l'extérieur les gaz de combustion des appareils à chauffe directe;
 - .10 assumer l'entière responsabilité des dommages causés aux ouvrages en raison de conditions inappropriées de chauffage ou de protection maintenues pendant les travaux.
- 1.6 ALIMENTATION EN ÉLECTRICITÉ ET ÉCLAIRAGE TEMPORAIRE
- .1 Pendant la construction, le représentant ministériel peut fournir l'alimentation électrique temporaire pour l'éclairage et l'utilisation d'outils électriques.
 - .2 Prendre des dispositions pour le branchement auprès de l'entreprise de services publics concernée. Payer les frais d'installation, d'entretien et d'enlèvement.
 - .3 L'alimentation électrique temporaire des grues et autres appareils électriques requis en sus de ce qui précède relève du représentant ministériel.
 - .4 Assurer l'éclairage temporaire des lieux pendant toute la durée des travaux et veiller à l'entretien du matériel. S'assurer que

l'éclairage de tous les étages et des escaliers n'est pas inférieur à 162 lux.

.5 L'alimentation électrique temporaire requise aux fins de la construction est disponible et sera fournie sans frais. Il doit réaliser les raccordements aux installations de distribution d'électricité existantes conformément au *Code canadien de l'électricité*.

.6 Les systèmes d'alimentation électrique et d'éclairage installés en vertu du présent contrat peuvent être utilisés aux fins de la construction seulement avec l'approbation préalable du représentant ministériel pourvu que les garanties n'en soient pas affectées. Réparer tout dommage causé aux systèmes d'alimentation électrique et d'éclairage dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

1.7 PROTECTION CONTRE LES INCENDIES

.1 Pendant l'exécution des travaux, fournir le matériel de protection incendie exigé par les codes et les règlements en vigueur et en assurer l'entretien.

.2 Il est interdit de brûler des matériaux de rebut et des déchets de construction sur le chantier.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 SANS OBJET .1 Sans objet

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 MOYENS TEMPORAIRES .1 Mettre en place des moyens temporaires, DE CONTRÔLE DE L'ÉROSION spécifiques au site, pour contrôler l'érosion ET DE LA SÉDIMENTATION et la sédimentation, afin de prévenir la perte de sol pouvant résulter du ruissellement des eaux pluviales ou de l'érosion par le vent, et l'entraînement de ce sol sur les propriétés et voies piétonnes adjacentes, selon les exigences de l'EPA 832/R-92-005 ou les exigences des autorités compétentes, soit celles qui sont les plus rigoureuses.

.2 Inspecter les moyens de contrôle mis en place, en assurer l'entretien et les réparer au besoin, jusqu'à ce que la végétation permanente soit bien établie.

.3 Enlever les moyens de contrôle au moment opportun et remettre en état et stabiliser les surfaces remuées au cours de ces travaux.

Défense nationale 14 ^e Escadre Greenwood, N.-É. Trav. N° L-G111-9900/1079	Services de surveillance et d'inspection de l'élimination du plomb, de la moisissure et de l'amiante	Section 01 90 20 Page 1 2017-05-31
--	--	--

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 RÉFÉRENCES

- .1 Les travaux seront effectués lorsque le représentant du MDN aura transmis le formulaire 942 – Commande subséquente à une offre à commandes visant l'échantillonnage, les essais et l'analyse en laboratoire, lequel est utilisé pour établir les caractéristiques des matériaux devant être éliminés ou assainis.
- .2 L'entrepreneur sera alors invité à établir la conformité de travaux accomplis.
- .3 Occasionnellement, le représentant du MDN remettra un échantillon à l'entrepreneur à des fins d'analyse. L'entrepreneur fournira au représentant du MDN un protocole indiquant la quantité d'échantillons devant être recueillis et la méthode à employer à cette fin, de manière à assurer l'exactitude des essais.

1.2 Description des travaux

- .1 En vertu de la présente offre à commandes, l'entrepreneur doit fournir la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement requis pour la prestation de services d'échantillonnage, d'essai, de surveillance de l'air et d'inspection dans divers bâtiments à la 14^e Escadre Greenwood et à ses sites satellites. Presque tous les bâtiments où les travaux seront exécutés sont occupés. Les substances préoccupantes faisant l'objet de la présente offre à commandes sont l'amiante, le plomb et la moisissure. À l'occasion, on pourrait demander l'enlèvement du goudron de houille lorsqu'il faut enlever des conduits d'alimentation en vapeur.

1.3 Références

- .1 Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, Règlement de l'Ontario 278/05, Substance désignée – amiante dans les chantiers de construction, les édifices et les travaux de réparation.
- .2 Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, Code for Medical Surveillance for Lead, daté du 28 mai 1981.
- .3 Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, R.R.O. 1990, Règl. 843 : Substance désignée – Plomb
- .4 Nova Scotia Working with Asbestos; version la plus récente du *Code of Practice*.

Défense nationale 14 ^e Escadre Greenwood, N.-É. Trav. N° L-G111-9900/1079	Services de surveillance et d'inspection de l'élimination du plomb, de la moisissure et de l'amiante	Section 01 90 20 Page 2 2017-05-31
1.3 Références (suite)	<p data-bbox="625 304 1396 367">.5 Nova Scotia Working with Lead; version la plus récente du <i>Code of Practice</i>.</p> <p data-bbox="625 388 1396 451">.6 Loi de la Nouvelle-Écosse sur la santé et la sécurité au travail.</p> <p data-bbox="625 472 1396 535">.7 SIMDUT - Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail</p> <p data-bbox="625 556 1396 619">.8 NIOSH National Institute for Occupational Safety and Health.</p> <p data-bbox="625 640 1396 703">.9 Critères des Nova Scotia Environment Landfill Acceptance Standards.</p> <p data-bbox="625 724 1396 766">.10 US EPA Risk Assessment Guidelines.</p> <p data-bbox="625 787 1396 850">.11 Documents du Housing and Urban Development Guidance (HUD).</p> <p data-bbox="625 871 1396 934">.12 Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</p>	
1.4 Quantités aux fins de la détermination de l'élimination de la moisissure	<p data-bbox="625 955 1396 1165">.1 Il faut suivre les lignes directrices ci-après pour déterminer les exigences en matière d'élimination de la moisissure et d'assainissement. Ces quantités sont données à titre indicatif parce qu'il n'existe pas de règlement visant les travaux d'élimination de la moisissure et d'assainissement.</p> <p data-bbox="706 1165 1396 1375">.1 Les travaux d'élimination de type 1 précisent les exigences et les procédures visant l'assainissement, au moyen d'un système CVCA, de superficies s'étendant de 1 mètre carré à un maximum de 3 mètres carrés et les petites superficies isolées de moins de 1 mètre carré.</p> <p data-bbox="706 1375 1396 1543">.2 Les travaux d'élimination de type 2 précisent les exigences et les procédures visant l'assainissement, au moyen d'un système CVCA, de superficies isolées de 3 mètres carrés à 10 mètres carrés de matières contaminées par la moisissure.</p> <p data-bbox="706 1543 1396 1753">.3 Les travaux d'élimination de type 3 précisent les exigences et les procédures visant l'assainissement, au moyen d'un système CVCA, de superficies isolées contaminées par la moisissure de plus de 10 mètres carrés contigus et de superficies de plus de 1 mètre carré.</p> <p data-bbox="625 1774 1396 1942">.2 Les tests de moisissure serviront à déterminer si la moisissure est d'une espèce fongique ou microbienne. Dans tous les cas, l'élimination de moisissure fongique sera considérée aussi nocive que l'élimination de l'amiante.</p>	

Défense nationale 14 ^e Escadre Greenwood, N.-É. Trav. N° L-G111-9900/1079	Services de surveillance et d'inspection de l'élimination du plomb, de la moisissure et de l'amiante	Section 01 90 20 Page 3 2017-05-31
--	--	--

1.4 Quantités aux fins
de la détermination de
l'élimination de la
moisissure (suite)

1.5 Compétences de
l'entrepreneur

- .3 L'entrepreneur doit confier à des professionnels qualifiés l'exécution de ces travaux et à un laboratoire agréé la certification des travaux, afin d'assurer une analyse compétente.
- .3 L'entrepreneur doit s'adresser à des inspecteurs agréés en moisissure lorsqu'il doit accomplir des travaux de cette nature. L'inspecteur en moisissure doit pouvoir déterminer le type de moisissure et l'étendue du problème, en trouver la source et produire un rapport sur la manière d'éliminer ce problème.
- .4 L'entrepreneur doit fournir une preuve de la formation qu'ont reçue tous les travailleurs relativement à l'élimination de l'amiante, du plomb et de la moisissure et des travaux d'assainissement.
- .5 Indiquer le nombre d'années d'expérience, les programmes de compétence employés, ainsi que les instruments disponibles pour accomplir les travaux.
- .6 Les travaux de laboratoire seront accrédités par un membre de l'AIHA American Industrial Hygiene Association et par le Environmental Microbiology Laboratory Accreditation Program (EMLAP).

1.5 Protocoles

- .1 Établir et soumettre les protocoles qui seront employés pour les travaux et qui sont publiés dans des journaux reconnus et consultés par des laboratoires d'envergure internationale par les ingénieurs chargés de mener des examens.
- .2 Pouvoir effectuer des prélèvements de l'air, en vrac, de poussière, par écouvillon, sur ruban, selon la méthode de la boîte à contact, par microscopie et des échantillons selon le type de culture à des fins d'essai et d'analyse de divers types d'échantillons de l'environnement.
- .3 Appliquer aux travaux exécutés les plus hautes normes de qualité.

Défense nationale 14 ^e Escadre Greenwood, N.-É. Trav. N° L-G111-9900/1079	Services de surveillance et d'inspection de l'élimination du plomb, de la moisissure et de l'amiante	Section 01 90 20 Page 4 2017-05-31
--	--	--

- .4 Produire des résultats constamment fiables
chaque fois et dans des délais rapides.
- .5 Fournir au Génie un programme d'assurance de
la qualité pour l'échantillonnage, les
essais, la surveillance et la production de
rapports.

Défense nationale 14 ^e Escadre Greenwood, N.-É. Trav. N° L-G111-9900/1079	Services de surveillance et d'inspection de l'élimination du plomb, de la moisissure et de l'amiante	Section 01 90 20 Page 5 2017-05-31
--	--	--

PARTIE 2 – PRODUITS

- 2.1 Matériel
- .1 Combinaisons jetables : Combinaison d'une pièce couvrant tout le corps, y compris un capuchon fixé en permanence, faite d'un tissu poly laminé. Ourlets des poignets et du bas du pantalon serrés
 - .2 Gants de caoutchouc jetables
 - .3 Appareil respiratoire : Ajusté avec boîte filtrante MSA de type » H » Appareil respiratoire convenant au degré de protection requis pour cette offre à commandes particulière.
 - .1 Au minimum, un demi-masque respiratoire muni d'un filtre HEPA.
 - .4 Matériel requis pour la surveillance de la qualité de l'air et l'analyse de l'amiante, de la moisissure et du plomb.
 - .1 Détecteur de poussières d'amiante en suspension (DPAS)
 - .2 Microscopie à contraste de phase (MCP)
 - .3 Microscopie à lumière polarisée (MLP)
 - .4 Microscopie électronique à transmission (MET) sur demande
 - .5 Analyse d'XRF sur demande
 - .5 Fournir ses propres conteneurs à déchets et pour les matériaux utilisés.
- 2.2 Échantillonnage
- .1 L'entrepreneur doit fournir l'équipement et les matériaux nécessaires pour recueillir et transporter les échantillons conformément aux protocoles établis.
 - .2 L'échantillonnage consistera à fournir tout le matériel nécessaire pour effectuer des prélèvements de l'air, en vrac, de poussière, par écouvillon, sur ruban, selon la méthode de la boîte à contact, par microscopie et des échantillons selon le type de culture à des fins d'essai et d'analyse de divers types d'échantillons de l'environnement.

PARTIE 3 – EXÉCUTION

- 3.1 Préparation
- .1 Assister à la réunion préalable aux travaux de construction avec l'entrepreneur et les représentants du Génie. S'assurer que l'entrepreneur a fourni tous les éléments à soumettre et que ceux-ci ont été transmis au Génie avant le début des travaux.

Défense nationale 14 ^e Escadre Greenwood, N.-É. Trav. N° L-G111-9900/1079	Services de surveillance et d'inspection de l'élimination du plomb, de la moisissure et de l'amiante	Section 01 90 20 Page 6 2017-05-31
--	--	--

3.2 Inspection

- .1 Avant la perturbation des matériaux contenant de l'amiante, effectuer une inspection par jour de travaux préparatoires pendant la mobilisation du chantier et la construction des installations.
- .2 Fournir des services d'inspection du site à plein temps, à savoir huit heures par jour, pendant toutes les phases de l'élimination de l'amiante, y compris les travaux préparatoires qui pourraient perturber l'amiante.
- .3 Mesurer la pression différentielle entre les aires occupées et la zone des travaux. Inclure dans le rapport quotidien les résultats d'un minimum trois (3) lectures à chacun des trois (3) emplacements.
- .4 Choisir 3.2.5 ou 3.2.6 pour l'échantillonnage et la surveillance de l'air. Indiquer par écrit au Génie, lors de la réunion préalable aux travaux de construction, la méthode qui sera utilisée.
- .5 Fournir des services de surveillance de l'air à l'intérieur et à l'extérieur de l'aire de travail dans l'aire occupée au plus tard le;
 - .1 Détecteur de poussières d'amiante en suspension (DPAS) continuellement en marche dans l'aire occupée pendant tous les travaux risquant de perturber l'amiante.
 - .2 Recueillir et analyser un (1) échantillon prélevé au moyen de la microscopie à contraste de phase (MCP) personnelle dans la zone de travail et un échantillon prélevé à l'extérieur de la zone de travail adjacente au détecteur de poussières d'amiante en suspension (DPAS). Produire les résultats dans les 24 heures.
- .6 Assurer la surveillance quotidienne au moyen de la microscopie à contraste de phase (MCP) et produire les résultats dans les quatre (4) heures qui suivent.
 - .1 Prélever un (1) échantillon sur un membre du personnel dans la zone de travail et deux (2) échantillons dans le périmètre de la zone de travail où des fuites peuvent se produire dans les aires occupées extérieures.
- .7 Fournir un rapport quotidien au Génie et au représentant de l'entrepreneur indiquant :
 - .1 Nombre de membres de l'effectif
 - .2 Activités en cours
 - .3 Pourcentage des travaux exécutés

Défense nationale	Services de surveillance	Section 01 90 20
14 ^e Escadre Greenwood, N.-É.	et d'inspection de	Page 7
Trav. N° L-G111-9900/1079	l'élimination du plomb, de	2017-05-31
	la moisissure et de	
	l'amiante	

.4 Résultats de la surveillance de la
qualité de l'air

.5 Toute infraction aux spécifications ou
aux règlements

- .8 Avant d'appliquer le scellant, effectuer une
dernière inspection de la zone des travaux et
vérifier que toutes les surfaces sont
exemptes de matières résiduelles et qu'elles
ont été brossées, époussetées ou lavées.

Défense nationale 14 ^e Escadre Greenwood, N.-É. Trav. N° L-G111-9900/1079	Services de surveillance et d'inspection de l'élimination du plomb, de la moisissure et de l'amiante	Section 01 90 20 Page 8 2017-05-31
--	--	--

- 3.2 Inspection (suite) .9 Effectuer une inspection visuelle de la zone des travaux à la suite de l'application du scellant pour confirmer que toutes les surfaces sont scellées.
- .10 Fournir un dernier échantillonnage de vérification de la zone des travaux au moyen de la microscopie à contraste de phase (MCP). Prélever au moins deux (2) échantillons pour les aires d'une superficie inférieure à 10 000 pi² et ajouter un échantillon pour chaque tranche de 5 000 pi² additionnelle.
- .11 Une fois les enceintes et les installations de décontamination retirées, effectuer l'inspection finale de la zone des travaux avec le Génie et le représentant de l'entrepreneur. Dresser la liste des lacunes et en remettre une copie au Génie et au représentant de l'entrepreneur.
- .12 L'analyse de l'échantillon prélevé au moyen de la microscopie à contraste de phase (MCP) doit être effectuée par des membres du personnel qui ont participé au programme de contrôle de la qualité au moyen d'un test comparatif inter-laboratoires qui a été administré par un organisme indépendant.
- .1 Ces programmes de contrôle de la qualité comprennent :
- .1 L'Asbestos Analysts Registry (AAR) de l'American Industrial Hygiene Association (AIHA).
- .2 L'Asbestos Interlaboratory Comparison Program of the Alberta Occupational Health and Safety, Laboratory Services Branch, ou un programme équivalent administré à l'échelle provinciale.
- .2 Fournir une preuve de la participation à ces programmes ou à des programmes équivalents.
- .3 Item Guideline Air Lead ACGIH TLV* = 0,05 mg/m³ NIOSH REL = 0,05 mg/m³ OSHA PEL = 0,05 mg/m³ Dust ACGIH TLV = 10 mg/m³ OSHA PEL = 15 mg/m³
- .4 HUD Dust Wipe Carpet = 100 ug/pi² (0,11 ug/cm²) plancher à surface dure = 100 ug/pi² (0,11 ug/cm²) rebord de fenêtres intérieures = 500 ug/pi² (0,54ug/cm²)
Tablette = 800 ug/pi² (0,86 ug/cm²)
- .5 U.S EPA Risk Assessment Guidelines
Carpet = 40 ug/pi² (3,3 3 ug/cm²) plancher à surface dure = 40 ug/pi² (0,043 ug/100cm²)
rebord de fenêtre intérieure = 250ug/pi² (0,27 ug/cm²) en vrac (peinture)
- .6 NSDEL Acceptance Parameter Total Lead = 1000 mg/kg lixiviats = 5 mg/L

Défense nationale 14 ^e Escadre Greenwood, N.-É. Trav. N° L-G111-9900/1079	Services de surveillance et d'inspection de l'élimination du plomb, de la moisissure et de l'amiante	Section 01 90 20 Page 9 2017-05-31
--	--	--

3.2 Inspection (suite) .12 (suite)
.7 DES/2005-109 = 600 mg/kg de revêtement
(en peinture) XRF HUD = 0.5 % wt% * Comme le
recommande la Canadian Occupational Health
and Safety Act ** La surface d'une fenêtre
entre le haut et le bas du châssis de fenêtre
lorsque les deux sont abaissés. ACGIH -
American Conference for Governmental
Industrial Hygienists - Threshold Limit
Values (TLV) NIOSH - National Institute for
Occupational Health and Safety - Recommended
Exposure Limit (REL) OSHA - Occupational
Health and Safety Administration -
Permissible Exposure Limit (PEL) U.S EPA -
United States Environmental Protection Agency
SOR/2005-109 - Federal Protection Agency
Hazardous Products Act - Surface Coating
Materials Regulations HUD - U.S Department of
Housing and Urban Development

FIN DE LA SECTION



Gouvernement
of Canada

Gouvernement
du Canada

JUN 19 2017

Contract Number / Numéro du contrat

SOA W01CE-180027

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE			
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction	
DND		RCAF	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail This SRCL is for the Issuing of a Standing Offer Agreement for air monitoring and inspection, testing of mold(s), asbestos, and lead abatement in all buildings at 14 Wing Greenwood NS, Camp Aldershot, Kentville NS, Middleton Armouries, Middleton NS, Yarmouth Armouries, Yarmouth NS. Buildings are located within an Operations Zone.			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	
Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>			
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>		All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	
Restricted to: / Limité à : <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à : <input type="checkbox"/>	
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays :	
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>		COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>			
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>			
		PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
		CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
		SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

Canada



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

SOA W01CE-180027

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY-STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |

Special comments:
Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.
REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

Canada



Gouvernement
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

SOA W01CE-180027

Security Classification / Classification de sécurité
Unclassified

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO - RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée
« Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée
« Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

